



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 67 du 10 Octobre 2025



Engagements climatiques de l'UE : entre ambition et recul stratégique !

Si la neutralité carbone d'ici 2050 reste inscrite dans les textes européens (le Pacte Vert et la Loi climat de 2021) les retards dans la définition des objectifs intermédiaires pour 2035 et 2040 liés à des divisions internes, a pour effet des compromis minimalistes montrant un affaiblissement de la volonté politique en matière d'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique. La présidence danoise a proposé une "déclaration d'intentions" pour une réduction des émissions de CO₂ de 66,3% à 72,5% d'ici 2035, mais certains Etats jugent le bas de la fourchette trop faible et d'autres le haut trop ambitieux.

Après le retrait des USA de l'Accord de Paris (limiter à moins de 2° le réchauffement climatique) l'UE voulait jouer un rôle moteur à la COP30 qui doit se tenir du 10 au 21 novembre 2025 à Bélem au Brésil, mais le 18 septembre 2025, les ministres européens de l'Environnement ont adopté une vague "déclaration d'intentions" sur les réductions d'émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2035. Plusieurs chefs d'Etats (Allemagne, France, Italie, Pologne) mettent en avant les risques économiques et la transition énergétique est ralentie dans plusieurs pays. La logique de court terme économique semble prendre le pas sur la logique de long terme environnemental.

La France soutenue par l'Allemagne et l'Italie et de nombreux pays de l'Europe centrale et orientale ont demandé que la Loi climatique soit d'abord discutée par les chefs d'Etat et de gouvernement au Conseil Européen prévu les 23 et 24 octobre 2025 après la date limite du 30 septembre 2025 de présentation des plans nationaux de réductions des émissions d'ici 2035 pour la COP30 "*Nous ne pouvons pas réduire nos ambitions et renoncer à nos*

objectifs climatiques" avait pourtant déclaré Antonio Costa le président du Conseil Européen en juillet de cette année devant le Parlement européen

Source : *Toute l'Europe* du 19 septembre 2025



Le commissaire européen au Climat, Wopke Hoekstra,

Le logement dans l'UE : une urgence sociale majeure !

Dans son discours du 10 septembre 2025 sur l'État de l'Union, Mme Van Der Leyen a déclaré " *ce n'est pas une simple crise du logement. C'est une crise sociale qui déchire le tissu social européen*" et elle a ajouté " *C'est pourquoi nous organiserons le tout premier sommet européen du logement. Pour réunir les États membres, les villes, les acteurs du secteur et la société civile. Pour co-construire une stratégie européenne du logement abordable et durable*". Cette expression de la Présidente de la Commission européenne traduit une volonté politique de faire du logement un pilier de l'action sociale et environnementale de l'Union européenne en lien avec le socle européen des droits sociaux et la transition écologique

10% des ménages européens consacrent plus de 40% de leurs revenus pour se loger et c'est une pression financière insoutenable pour les jeunes et les familles monoparentales. Dans l'UE, en moyenne 19,2% du revenu disponible est consacré au logement. Si cette problématique sociale reste une compétence nationale, l'UE agit comme facilitateur et catalyseur en mobilisant des instruments financiers et des plateformes de coopération, tout en proposant des incitations réglementaires pour orienter les politiques nationales comme la rénovation énergétique des bâtiments visant à sortir plus de 34 millions de citoyens de la précarité dans leur logement.

Cette montée en puissance de la politique du logement au plan européen se concrétise par la nomination d'un Commissaire européen au logement Dan Jorgensen également chargé de l'énergie et la mobilisation d'instruments financiers comme 7,5 Mds € alloués au logement dans la politique de cohésion 2021-2027 (FSE+) et 10 Mds € via la plateforme d'investissement paneuropéenne. Les axes stratégiques du plan européen sont la mobilisation des investissements pour accroître l'offre de logements abordables, un accès équitable pour les jeunes, les familles et les personnes démunies, ainsi que la

suppression des obstacles à l'offre et une meilleure adéquation entre la demande et l'offre.

Source : *Tout l'Europe* du 24 septembre 2025



Défense : vers une guerre hybride en Europe !

Avec des survols de drones non identifiés au-dessus des bases militaires et des aéroports au Danemark, des sabotages de câbles sous-marins, des cyberattaques et des campagnes de désinformation, maintenant c'est des incursions russes en Pologne avec 20 drones et en Estonie (3 mig). La réponse européenne est la construction d'un "Mur anti-drones" visant à protéger le flanc Est de l'UE (de la Baltique à la mer Noire) afin de détecter, de suivre et d'intercepter tous les engins volants non identifiés. Cette démarche purement défensive ne suffit pas à rétablir la dissuasion et risque de créer une illusion de sécurité. Il y a nécessité d'une approche proactive avec un soutien accru à l'Ukraine dont l'armée est la plus expérimentée face à ce type de guerre de mouvements. Son industrie de défense et notamment de production de drones est devenue un atout stratégique. L'intégration de l'Ukraine dans la défense européenne est désormais perçue comme une nécessité militaire et non plus seulement politique.

Le 1er octobre 2025 s'est tenu à Copenhague le Conseil européen informel sur la sécurité européenne et le soutien à l'Ukraine. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont discuté de la création d'un cadre plus robuste pour la sécurité collective et de l'aide militaire, financière et politique à l'Ukraine dans le prolongement des engagements pris depuis 2022. Cette rencontre stratégique sous la présidence d'Antonio Costa et organisée par la Première ministre danoise Mette Frederiksen, en amont du sommet de la communauté politique européenne , a vu le premier ministre Hongrois Viktor Orban opposé son veto à la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne en provoquant de tensions au sein du Conseil. La dirigeante danoise a vivement réagi en déclarant à l'issue du Conseil qu'aucun pays ne devrait bloquer l'avenir de l'Europe et des décisions prises à Copenhague seront approfondies lors du Conseil Européen des 23 et 24 octobre 2025

Lors du sommet de la Communauté politique européenne (CPE) des membres de l'UE avec une vingtaine de dirigeants européens hors UE (de la Suisse à la Géorgie et du Royaume - Uni à la Turquie) des mesures de sécurité renforcée ont été prises au dessus de la capitale

danoise (interdiction de tous les vols de drones du 29 septembre au 3 octobre 2025). Les dirigeants ont convenu un renforcement de la coopération en matière de défense en intensifiant les échanges d'informations, mais aussi les exercices conjoints et les capacités de réaction face aux menaces traditionnelles ou hybrides. Les Etats membres du CPE ont réaffirmé leur soutien à l'Ukraine par l'envoi d'équipements et le partage de renseignements. Emmanuel Macron a annoncé une réunion des chefs d'état-major pour réagir contre la "flotte fantôme " russe qui contourne les sanctions via des navires clandestins. La Communauté politique européenne démontre une volonté politique commune et le Président Costa a déclaré *"Ensemble, nous voulons travailler pour la paix, le développement et la prospérité de nos sociétés et de nos citoyens"*

Source : *Le Grand Continent* du 1er octobre et *La Matinale Europe* du 2 octobre 2025

